

Eliminer la pauvreté ou rassurer les marchés ?

Il faut choisir !

Rencontre européenne

La Louvière, le 24 février 2012

Organisé par l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte
En collaboration avec le Parti Communiste et le
le Parti de la Gauche Européenne
et avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Province de Hainaut (Direction Générale
des Affaires Culturelles)



Introduction

Éliminer la pauvreté ou rassurer les marchés ? Il faut choisir !

Rencontre européenne – La Louvière, le 24 février 2012

Un peu plus d'un an après l'*année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, où en sommes-nous ? Cette année 2010 devait être l'aboutissement de la « stratégie de Lisbonne 2000-2010 » dont l'ambitieux objectif entendait « donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté en Europe ». Si, de fait, cette année là fut riche en colloques, publications et initiatives diverses, force est de constater qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres et que l'élan annoncé s'est mué en un krach lamentable.

Sans doute les crises économique, bancaire, de la dette,... sont-elles passées par là ; offrant, s'il le fallait, un formidable prétexte pour redéfinir les priorités. Et en effet, alors que des pays comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal... s'enfoncent dans un endettement les menant au bord de la faillite (le cas le plus criant étant celui de la Grèce), la priorité pour nos dirigeants européens et nationaux a été de « rassurer les marchés ». Et pour cela, s'attaquer irrémédiablement à ce qui constituait autant de matelas de protection contre l'extrême pauvreté : les services publics, la sécurité sociale, les salaires...

Les feux de cette année 2010 à peine éteints, la Commission européenne, suivant en cela une décision de la Cour européenne de Justice, décidait de réduire drastiquement de 75 % son aide au *programme européen d'aide aux plus démunis* (PEAD), programme permettant d'apporter une aide alimentaire à quelque 18 millions de personnes en Europe. Sans doute la menace fut-elle reportée suite aux vives protestations des banques alimentaires et ONG confrontées au quotidien à la nécessité toujours croissante d'aider des citoyens européens à satisfaire un besoin tout simplement vital : se nourrir. Ouf ! Mais la menace reste.

Tous les observateurs sérieux s'accordent pour reconnaître que les politiques d'austérité imposées par l'Union européenne, avec l'aval sans condition des gouvernements nationaux qui vont jusqu'à renoncer à leur souveraineté, ces politiques vont constituer un « remède » plus terrible que la maladie elle-même. Partout dans l'Europe du Sud, des centaines de milliers de jeunes ne trouvent plus de travail, les fonctionnaires ne sont plus payés, des centaines d'entreprises ferment leurs portes.

En Belgique, le gouvernement mis péniblement sur pieds s'est empressé de répondre aux injonctions de l'Union européenne et au chantage des « marchés » et de mettre en route un plan d'austérité qui se déclinera par un renforcement des mesures d'accompagnement des chômeurs qui signifie dans la pratique l'exclusion temporaire ou définitive du droit aux allocations de chômage des demandeurs d'emploi qui ne se montrent pas suffisamment proactifs pour trouver un boulot et des cohabitants qui s'avèrent la plupart du temps être des cohabitantes. Le plan d'austérité se traduit aussi par une hausse du coût des soins de santé, il y a donc fort à parier que davantage de personnes éprouveront des difficultés pour se soigner. Il comprend également un allongement du stage d'attente pour les jeunes demandeurs d'emploi, ce qui les rendra plus longtemps dépendant de leurs parents, eux-mêmes peut-être en situation précaire...

Ces mesures – la liste est loin d'être exhaustive – ont aussi pour effet de déplacer certains coûts sociaux vers les communes et leur Centre Public d'Aide Sociale (CPAS). Ainsi la part des interventions pour le revenu minimum d'insertion a explosé avec l'arrivée des chômeurs exclus du droit à l'allocation ; ce qui entraîne des difficultés majeures pour les entités locales et par voie de conséquence pour la population

Un spectre qui hante l'Europe

La rencontre part du global pour revenir au régional et au local. La problématique de la pauvreté ne pouvant s'abstraire du contexte européen, **Francis Wurtz**, député européen honoraire, ancien chef du groupe Gauche Unitaire européenne/Gauche verte nordique, fut un témoin privilégié des décisions européennes. Il montre quels en furent les évolutions, les reculs pour aboutir à la situation actuelle. Il avance un certain nombre de piste pour sortir de la logique des marchés qui aggrave la pauvreté et formule une proposition d'initiative citoyenne.

Judit Morva, économiste hongroise explique l'enlisement économique de son pays depuis son entrée dans l'Union européenne. Les espoirs de mieux vivre suscités dans la population par cette admission se sont vite mués en réalités sociales désenchantées. Des fermetures d'entreprises jugées non rentables et une agriculture saccagée selon les critères du capitalisme triomphant ont entraîné inexorablement un chômage massif et plongé la majeure partie de la population dans la précarité et la pauvreté. Le rêve démocratique s'obscurcit avec les pratiques autoritaires du gouvernement et la montée d'une extrême droite « décomplexée ».

Le cas de la Grèce confrontée à des mesures d'austérité draconienne qui mine l'économie, les services publics... est analysé par **Olga Ataniti**, responsable internationale du Parti AKOA. Exemples vécus à l'appui, tous les secteurs de la société sont passés au peigne fin. La succession des mémorandums de la troïka plongent la population dans la misère, détruisent les fondement même de la société grecque. Sa jeunesse en est particulièrement meurtrie.

Le parallèle est fait avec la Belgique et plus particulièrement la Wallonie avec **Christine Mahy**, présidente du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté qui, partant de son expérience, montre l'engrenage dans lequel les politiques d'austérité entraînent la frange la plus fragile de la population dans la précarité et dans la pauvreté. Elle rejette la stigmatisation des personnes fragiles condamnées à ne vivre que pour « satisfaire la matérialité de leur quotidien. Et d'en appeler à « agir par des politiques volontaristes structurelles qui permettraient de désengorger la part superflue du social ».

Ses arguments sont corroborés par **Stéphane Balthazar**, conseiller en économie à la Form'action André Renard. En Belgique on peut davantage parler de travailleurs qui s'appauvrissent que de travailleurs pauvres proprement dits. Il démontre le processus inéluctable d'appauvrissement des travailleurs et plus singulièrement des travailleuses lorsque l'on détruit les outils de redistribution des richesses que sont la sécurité sociale et les services publics.

Jean-Pierre Michiels,
Président de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Europe, de la parole aux actes,

par **Francis Wurtz**, ancien président du Groupe GUE/NGL au Parlement européen.

Le sujet que nous traitons aujourd'hui est au cœur des confrontations qui secouent bon nombre de pays, depuis plusieurs années, sur le modèle économique de l'Union européenne et de la volonté d'en finir avec le scandale de la pauvreté de masse, parallèlement au chômage de masse et à la précarisation. J'avais déjà eu l'occasion de traiter de cette question, il y a deux ans à Budapest. Malheureusement, la situation s'est sensiblement aggravée depuis l'année dernière. Je compléterai mon propos par un volet de propositions alternatives, de propositions d'initiative.

Quelques repères historiques

Je voudrais tout d'abord revenir sur les grandes étapes de l'ambition affichée par l'Union européenne d'être à la pointe de la lutte contre la pauvreté. Depuis sa création, la Communauté européenne affirme, en effet, une volonté de promotion sociale. Déjà, le Traité de Rome, en 1957, promettait le progrès économique et social. Et dès cette année-là, a été créé, dans cet esprit, le Fonds social européen censé soutenir l'emploi et la formation des travailleurs.

En 1975, apparaît le premier programme de lutte contre la pauvreté. Il s'agissait à ce moment-là d'un programme pilote qui visait notamment la réalisation d'études destinées à mieux comprendre le phénomène de la pauvreté afin d'en venir à bout. Le Conseil des ministres considérait alors comme pauvres « les personnes ou les familles dont les ressources sont si limitées qu'elles les excluent d'un minimum acceptable de mode de vie dans l'Etat membre dans lequel ils vivent ». Le programme devait couvrir une période allant de 1975 à 1993. Il n'ira pas à son terme car, très vite déjà à l'époque, la Grande-Bretagne et l'Allemagne en contestent la légalité pour compte de la fameuse subsidiarité et parce qu'il situe la responsabilité en matière sociale non pas au niveau de l'Union européenne mais au niveau de chaque Etat membre.

En 1992, le Conseil des ministres publie deux communications. L'une encourage les Etats à reconnaître « le droit élémentaire des personnes à des ressources suffisantes pour vivre de manière compatible avec la dignité humaine ». L'autre communication souligne que la notion de « modèle social européen » appartient à l'acquis communautaire et se prononce pour des orientations censées permettre d'atteindre cet objectif.

En 1997, le Traité d'Amsterdam apporte une base légale à la lutte contre l'exclusion sociale en intégrant aux « objectifs » de l'Union européenne et des Etats membres « l'amélioration des conditions de vie » et « une protection sociale adéquate ». La même année est mise en œuvre la première « Méthode ouverte de coordination ». Il s'agit, là, dans les domaines relevant des Etats membres, d'organiser entre tous les Etats une émulation, des évaluations collectives des mesures prises afin de favoriser des engagements convergents et durables de tous les Etats sur des objectifs communs.

La stratégie de Lisbonne

En 2000, l'Union européenne, dans un document on ne peut plus officiel, se fixe pour ambition de donner un élan décisif à la lutte contre la pauvreté en 2010. C'était la fameuse stratégie de Lisbonne. Des indicateurs sont mis en place pour assurer le suivi régulier des progrès accomplis. Mais l'on voit déjà, à l'époque, une grande diversité, une grande souplesse dans ces indicateurs. Par exemple, normalement, l'indicateur de pauvreté c'est 60 % du revenu médian de chaque pays. Le revenu médian est déterminé de la façon suivante : la moitié de la population gagne plus, l'autre moitié gagne moins. Il ne s'agit pas de revenu moyen. On estime que le seuil de pauvreté est situé à 60 % du revenu médian. Mais certains pays estiment que c'est trop ambitieux et fixent le seuil de pau-

vreté à 50 % du revenu médian et d'autres à 40 %. Dès le départ, on a truqué les points de repère et l'on verra que les chiffres ne cessent d'augmenter. Néanmoins, l'Union européenne mobilise alors des moyens financiers et se dote d'instruments juridiques pour mener ses actions contre la pauvreté. Le Fonds social européen obtient, pour la période 2007-2013, 75 milliards d'euros. Un Fonds européen d'ajustement à la mondialisation est créé pour favoriser la réinsertion des travailleurs perdant leur emploi lors de restructurations de grande ampleur. Vous remarquerez que l'on s'attaque aux effets d'une certaine politique économique et pas aux causes incluses dans la conception même de la politique économique. Au nom de la liberté du marché de courir après la rentabilité financière maximum à court terme, on pense à des mesures en amont.

On comprend qu'il s'agit d'une expérience structurée de bout en bout appelée la stratégie de Lisbonne, selon un schéma toujours identique : on ne touche pas aux règles libérales qui engendrent la pauvreté mais on met en place des politiques pour tenter d'amortir les effets de cette politique. Il est donc très important de dresser un diagnostic précis de cette stratégie. Est-ce que, en ne touchant pas aux politiques libérales et en se dotant d'instruments visant à amortir les effets de cette politique libérale, on a fait ce que l'on dit, c'est-à-dire travailler l'élimination de la pauvreté en 2010 ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Constat d'échec ?

Un constat impitoyable s'impose : dix ans après le lancement de la stratégie de Lisbonne, non seulement la pauvreté n'a pas été « éliminée », elle n'a même pas reculé. Elle a progressé.

Elle touche, en 2008, chiffres encore cités aujourd'hui par la Commission européenne, 84 millions de personnes, soit 17 % de la population en moyenne (près de 20 % en Grande-Bretagne, plus de 20 % dans des pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, les pays baltes...). Un Européen sur six. Parmi ces personnes pauvres ou « courant le risque de tomber dans la pauvreté », 40 millions avaient un emploi. Ce sont les travailleurs pauvres. 20 millions de ces pauvres, en 2008, étaient des enfants (après transferts sociaux) ; avant ces transferts aujourd'hui menacés, ils étaient 30 millions.

Vous voyez la distance entre l'ambition affichée et le résultat.

En 2009, soit un an après, la Communauté européenne reconnaît que la pauvreté touche 114 millions de personnes, c'est-à-dire presque un quart de la population européenne. Au-delà de chacune de ces personnes concernées, la pauvreté devient un problème de société. Un Européen ou une Européenne sur cinq déclare avoir manqué au moins une fois d'argent en 2010 pour acheter de la nourriture ou des biens de consommation courante ou pour régler des factures. Trois Européens sur dix estiment qu'il est de plus en plus difficile de faire face aux dépenses de santé. L'explosion de la précarité rend possible une chute brutale dans la grande pauvreté et entretient l'angoisse de l'engrenage fatal. Par exemple, en France, une enquête d'opinion en 2010 révélait qu'une personne sur deux n'excluait pas de se retrouver un jour dans la rue, comme SDF. Il s'agissait bien d'angoisse exprimée dans une société à l'économie développée.

Les écarts de salaires sont tels dans l'Union européenne que la mobilité n'est possible que dans un seul sens : des pays à très bas salaires vers les autres. Cette réalité crée un dumping social général, une mise en concurrence des travailleurs et des tensions contre les migrants. Un emploi à taux plein en Hongrie était payé six fois moins qu'en Allemagne ; le salaire minimum bulgare était treize fois inférieur à celui du Luxembourg. Neuf pays avaient un salaire minimum inférieur à 300 € par mois et en Allemagne, dans le cadre de l'agenda 2010, le chancelier Schroeder avait créé des « jobs à 1 € » de l'heure.

À l'intérieur des pays, les inégalités rendent la pauvreté encore plus exclusive, brisent le lien social, engendrent un sentiment de déclassement, de marginalisation, de stigmatisation. En Allemagne, les 10 % les plus riches possèdent plus de 60 % des biens privés, tandis que les 70 % les plus pauvres ne détiennent que 9 % du patri-

moine. Dans les nouveaux Länders de l'Est, le patrimoine moyen des habitants a diminué en valeur absolue entre 2002 et 2007 à la suite de la chute de l'immobilier et de l'augmentation du chômage.

Tous les chiffres cités jusqu'ici dataient de 2008, 2009, maximum 2010. Depuis, la pauvreté a explosé sous le coup des plans d'austérité de la Commission. Par exemple, la Grèce a véritablement plongé dans une descente aux enfers. En plus de la Grèce, le Portugal s'enfoncé. L'Espagne, la troisième économie de la zone Euro, est dans une situation sociale dramatique. Un néologisme éloquent circule dans ce pays, les *troïcados* pour désigner les populations frappées par les mesures imposées par la troïka (BCE, Commission européenne, FMI). Je rappelle qu'aujourd'hui, en Espagne, il y a 24 % de personnes au chômage ; chômage qui atteint 50 % chez les jeunes de moins de 25 ans. Une société ne peut pas vivre dans ces conditions ; le taux de pauvreté y a déjà largement dépassé le seuil du supportable. Sans parler des pays en dehors de la zone Euro, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, les pays Baltes dont on parle très peu, qui sont pourtant dans des situations extrêmement difficiles. Et dans une moindre mesure l'ensemble de l'Union européenne est aujourd'hui touchée par cette logique implacable des textes successifs : le Pacte de stabilité, le Pacte Euro Plus, le Six Pack (c'est-à-dire les six directives proposées par la Commission et approuvées par le Parlement européen), le projet de nouveau Traité qui sera prochainement signé par les chefs de gouvernement... Si tout cela s'impose, il faut savoir que la pauvreté fera un bond en avant historique dans toute l'Union européenne.

Quels verrous à faire sauter ?

Je pense qu'ils tiennent à la conception même de l'actuelle construction européenne et en particulier à ses trois lignes de force qui ont été exacerbées ces dernières années.

Premier axe, l'Union européenne laisse beaucoup trop de pouvoir, si pas tous les pouvoirs aux marchés, notamment aux marchés financiers. Je rappelle que l'Union européenne interdit toute entrave à la libre circulation des capitaux. Par exemple, en Allemagne, qui a encore quelques beaux restes du modèle social d'après-guerre, les grandes entreprises ont une loi qui crée les comités de surveillance composé pour moitié par les représentants des salariés, l'autre moitié par les représentants des actionnaires. Or pour délocaliser une production de ces entreprises, il faut un vote des deux tiers du conseil de surveillance ; comme il y a la moitié des représentants des salariés, le conseil de surveillance n'arrive jamais à voter en faveur d'une délocalisation. La Commission européenne est en train de faire un procès à l'Allemagne en lui fixant un délai pour abolir cette disposition parce qu'elle est une entrave à la libre circulation des marchés. Outre ces pleins pouvoirs aux marchés financiers, notons aussi la Banque centrale qui leur est dévouée, l'« euro fort », qui est attrayant pour les capitaux épuise les peuples ; notons aussi le pacte de stabilité pour rationner les dépenses publiques...

Deuxième axe, l'Union européenne actuelle encourage la mise en concurrence des peuples. L'acharnement à imposer partout la baisse du coût du travail, cette espèce de course au moins disant social au nom de la compétitivité est évidemment un facteur d'appauvrissement généralisé.

Troisième axe, l'Union européenne affaiblit les capacités de résistance et d'intervention des citoyens et des acteurs sociaux avec une concentration des pouvoirs au sommet. Tout un système de contraintes, de contrôles, de sanctions... jusqu'au contrôle des projets de budgets nationaux préalablement à leur examen par les parlementaires nationaux et à la mise sous tutelle des politiques économiques des Etats en difficulté.

Dans une telle optique, le social bien loin d'être un objectif à atteindre devient une variable d'ajustement de la guerre économique et du désendettement des Etats.

Voilà pourquoi nous vivons une période charnière de la construction européenne. Depuis le début le l'Union européenne, jamais une telle régression sociale, par ailleurs accompagnée de reculs démocratiques majeurs, n'a été organisée aussi brutalement, aussi méthodiquement et avec un tel déchaînement. Laisser passer cette offen-

sive sans réagir reviendrait à enterrer le projet européen. Heureusement des résistances fortes se manifestent non seulement dans les pays les plus durement frappés où les mobilisations sociales sont impressionnantes. Parlons de la Grèce, mais aussi du Portugal... Le 29 février prochain, la Confédération européenne des syndicats organise des actions dans l'ensemble de l'Union européenne. C'est une première parce que cette journée s'attaque aux nouveaux Traités. Jamais auparavant la CES ne s'était opposée à un Traité européen. C'est donc plutôt encourageant mais il y a plus. Il y a aujourd'hui des propositions alternatives qui s'affirment.

Rechercher des convergences

Le Parti de la Gauche européenne, une association de Partis qui regroupe une trentaine d'organisations progressistes à l'échelle de l'Europe se propose de contribuer à faire converger ces forces qui portent ces propositions – que ce soient des organisations ou des personnalités. Les 30 et 31 mars prochain à Bruxelles, se tiendra une rencontre où se retrouveront avec des Partis de la gauche européenne, des syndicalistes, le Forum pour une Europe social, le réseau Transform, des économistes de l'Euro-mémorandum, des élus... Nous espérons, à cette occasion, l'expression de convergences fortes sur des points essentiels d'une logique alternative.

Trois exemples :

Primo, le refus de la logique de l'austérité.

Secundo, le refus du dogme selon lequel la priorité des priorités serait le désendettement des Etats. Nous disons que la priorité des priorités, c'est la relance économique et le développement social et écologique. L'Union européenne doit en outre se donner les moyens de s'émanciper de la domination des marchés financiers, sinon elle peut dire adieu à toute ambition de société. Il y a de nombreuses propositions allant dans ce sens ; je n'en citerai qu'une car elle me paraît centrale : l'exigence d'une refonte des missions de la banque centrale européenne (BCE). Cette BCE doit directement ou par l'intermédiaire d'un fonds européen de développement social ou d'une banque publique européenne, par exemple la DGB allemande parle d'une banque publique auprès de la BCE ; nous parlons d'un fonds européen de développement social, c'est quasiment la même chose. L'idée est que la BCE doit prêter aux Etats membres à des taux très bas ou nuls de l'argent nécessaire pour financer des projets précis dans le secteur social, les services publics... Plus un pays serait confronté à des difficultés financières, plus il devrait avoir droit au tirage sur ces crédits de développement social. C'est le deuxième terrain sur lequel des convergences fortes peuvent s'exprimer.

Démocratie en danger !

Tertio, le terrain de la démocratie. La démocratie devient une grande question. Je me souviens, il y a quelques années, Monsieur Jean-Claude Dunks qui présidait l'Eurogroupe croyait faire de l'humour en disant « Nous savons ce qu'il faudrait faire pour résoudre la situation, mais ce que nous ne savons pas, c'est comment se faire réélire une fois que l'on a fait cela. » Et bien, aujourd'hui, ils appliquent la théorie. Ils ont propulsé à la tête de la Grèce et à la tête de l'Italie, en court-circuitant le suffrage universel, des hommes de la banque d'affaires américaine Goldman Sax qui sont ensuite passés par les institutions européennes, l'un comme vice-président de la BCE, l'autre comme ancien commissaire européen à la concurrence et au marché intérieur, qui sont devenus 1^{er} Ministre et Président du Conseil par la grâce des marchés. Et, Monsieur Monti, par exemple, s'est engagé à ne pas se présenter devant les électeurs. Ca devient donc une garantie d'efficacité d'être indépendant. Subrepticement, on est en train d'évacuer un acquis démocratique majeur : la souveraineté élémentaire d'un pays, à savoir le suffrage universel et son utilisation au Parlement national. Certains théorisent déjà là-dessus en parlant « d'époque post-démocratique ». On ne peut surtout pas laisser passer cela.

Cette bataille contre la pauvreté ne peut être menée seulement en surface ; pas seulement avec le dos au mur ; pas seulement sur la défensive contre les effets ; mais compris comme problème politique, comme problème de

société avec tous les aspects pervers qui l'accompagnent. Par exemple, les députés grecs qui ont eu à se prononcer sur le dernier mémorandum avaient reçu le vendredi pour se prononcer le dimanche sur un texte de 1000 pages avec des annexes en anglais. Evidemment, on leur avait dit ce qu'ils avaient à faire et n'avaient pas à prendre le moindre engagement réel. Ce sont des signes invisibles pour les citoyens mais il faut montrer que discrètement, on est en train de démonter des acquis majeurs. Le résultat de cela c'est une explosion de la pauvreté. Nous remontons donc le courant en sens inverse : se battre contre la pauvreté d'une façon efficace, par une lutte radicale, suppose de mettre en cause les ressorts de plus en plus dangereux aussi bien sur le plan social que démocratique.

Nous souhaitons résoudre les déséquilibres entre les pays membres actuels non pas par la dévalorisation des salaires et des revenus mais par, au contraire, la revalorisation des capacités humaines des pays les plus éprouvés. C'est en quelque sorte l'enjeu démocratique majeur de la prochaine période. Nous entendons que l'on accorde des pouvoirs nouveaux aux salariés dans les entreprises, un accès aux informations stratégiques pour ne pas être mis devant le fait accompli lorsque des restructurations menacent. Nous demandons qu'il y ait un droit de veto suspensif par les « comités de groupe » sur ces plans de restructurations pour pouvoir étudier ces plans, les faire étudier, élaborer des propositions alternatives, pouvoir contester cet espèce de pouvoir divin qu'ont les directions des grands groupes et nous préconisons également la promotion des droits des citoyens c'est-à-dire de leur permettre de participer à l'élaboration de la politique européenne, à l'évaluation des effets de cette politique, au suivi, au contrôle des décisions prises

Pour une initiative citoyenne

C'est dans cet esprit que le Parti de la Gauche européenne veut lancer une initiative ambitieuse. Bientôt va exister une disposition européenne qui s'appelle « Initiative citoyenne européenne » qui permet de recueillir un million de signatures en un an en faveur d'une demande précise d'un acte législatif européen. Si l'on récolte ces signatures, la Commission européenne doit ou bien donner suite, ou bien expliquer publiquement la raison de son refus. En tout état de cause, le débat est lancé sur le sujet en question.

Notre proposition est de demander la création d'un fonds européen ou une banque publique de solidarité qui serait un élément clef pour renverser les priorités qui ne peuvent être l'austérité, de s'émanciper vis-à-vis des marchés financiers, c'est-à-dire faire appel au pouvoir de création de la BCE pour directement financer des projets précis de développements sociaux et la démocratie puisque l'on préconise un conseil d'administration de cette banque où seraient présents des élus et des représentants syndicaux pour s'assurer que ces critères spécifiques soient strictement respectés.

Il s'agirait de cette manière de faire de la lutte contre la pauvreté non pas une lutte défensive tentant de limiter les dégâts mais de prendre le mal par la racine pour arriver à un véritable changement.

Hongrie : pauvreté et montée de la droite extrême vont de pair

par **Judit Morva**, économiste hongroise.

On parle beaucoup de la Hongrie ces derniers temps. Aussi bien des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes opposées au gouvernement de droite que de celles de l'extrême droite, qui, pour soutenir ce même gouvernement, brûlent spectaculairement un drapeau européen. Comment en sommes-nous arrivés à cette division de la population en deux camps profondément divisés et à ce mécontentement général ?

La transition de l'époque socialiste vers le capitalisme a commencé il y a plus de vingt ans déjà, en 1989, au moment de la chute du mur de Berlin. On s'attendait à cette époque - et la presse nous confortait par tous les moyens dans cette attente - à se retrouver dans un capitalisme de bien être, un capitalisme à la suédoise, et on pensait que la transition se ferait sans problème, avec un rattrapage si pas immédiat du moins dans un délai prévisible. Et on nous a laissé croire, tout comme dans les autres pays de l'Est qui ont rejoint l'Union Européenne et représentent tout de même une population de 100 millions de personnes, que ce changement permettrait à la majorité de la population de profiter d'une amélioration importante de son niveau de vie. Il y avait bien à l'époque quelques voix qui se méfiaient de cette soudaine philanthropie, mais elles ont été facilement réduites au silence.

Contrairement donc à cette attente, la situation économique et sociale s'est dégradée et a mené à la crise politique actuelle, au déchirement de la population en deux camps opposés et ce jusque dans les familles. Et évidemment personne ne se sent responsable de cette impasse. Ni les différents gouvernements de Hongrie - parmi lesquels les socialistes, héritiers directs du parti unique de l'époque socialiste, qui ont été aux commandes pendant 12 ans et ont suivi aveuglément une politique libérale, ni les bureaucrates de Bruxelles qui ne sont certainement pas habilités à gérer un pays. Au cours du long processus de candidature à l'adhésion à l'Union Européenne, on nous a imposé des mesures juridiques, des changements institutionnels et surtout des décisions économiques qui ont abouti à la fermeture massive de nos usines et à la baisse radicale de nos productions agricoles. Voici quelques exemples qui ont été le plus douloureusement vécu par la population : en ce qui concerne la production sucrière, par exemple, la Hongrie est passée du statut d'exportatrice à celui d'importatrice. La production locale couvre, actuellement, à peine le tiers de nos besoins. Autre exemple industriel celui-là : la disparition de la production des autobus. La Hongrie était auparavant le fournisseur pour toute la zone des pays de l'Est, avec une production annuelle de 12 000 autobus. Aujourd'hui, « l'intérêt » a voulu que nous fermions nos usines...

Ce qui est certain, c'est que dès le tout début des années 1990, le pays (10 millions d'habitants) a perdu 1,5 million d'emplois et que jamais on ne les a récupérés. Bien au contraire, ce niveau élevé de chômage endémique pèse lourdement sur le niveau des salaires, sur les conditions de travail, qui ne cessent de s'aggraver. Les conditions antérieurement exceptionnelles, tel que le travail non payé, les heures supplémentaires, le travail de 12 heures d'affilée... deviennent la règle. La précarisation se généralise. Les accidents de travail sont de plus en plus fréquents. De plus, la population s'est fortement endettée, soit à cause des crédits bancaires, soit à cause des arriérés de factures d'eau, de gaz ou d'électricité. L'endettement est tel qu'aujourd'hui plus d'un million de personnes sont menacées d'expulsion de leur appartement.

La vague de mécontentement actuelle naît avec l'aggravation des conditions sociales, avec la rétraction de l'Etat. Ainsi la préretraite, la retraite d'invalidité ou la longue scolarité pour les jeunes..., tous ces accommodements qui avaient permis jusqu'ici aux gens concernés d'échapper à la misère et à l'absence totale de revenu, sont actuellement remis en question, car l'Etat tout absorbé au remboursement de la dette extérieure, mène une stricte politique d'austérité. En effet, l'aggravation de la crise qu'on observe depuis 2008, ou formulé autrement, la crise bancaire que les gouvernements ont transformée en crise de l'endettement généralisé, a comme conséquence

un manque de capacité de financement des services sociaux. C'est ainsi que 10 à 15% du budget de l'Etat va au service de la dette et il reste de moins en moins de moyens pour les besoins des gens. Une spirale descendante s'est créée et la population se rend parfaitement compte que tout sacrifice actuel ne mènera qu'à d'autres sacrifices... et qu'il n'y a pas de solution au bout du chemin. Ce mécontentement est d'autant plus amer que la population est irritée par le manque de solidarité totale de la part de l'élite ; les salaires, voitures, prestations que s'administrent les députés contribuent au dégoût général qu'ils suscitent, tout comme à l'incrédibilité de n'importe quel parti politique.

Dans cette situation désespérante, les socialistes ne se sont même pas rendu compte de l'impasse et ont voulu continuer la politique libérale qu'ils avaient menée jusqu'à présent. Ils ont largement perdu les élections de 2010, lorsque plus d'un million d'électeurs de gauche se sont abstenus. Ainsi les propositions venant de la droite et de l'extrême droite se sont propulsées au devant de la scène. L'essentiel de leur succès tient, à mon avis, au fait qu'ils ont relevé le gant en s'opposant directement au grand capital étranger. Cette opposition est principalement verbale, ce qui permet déjà un sain défoulement. Mais le gouvernement a pris aussi des mesures réelles : perception d'impôts supplémentaires pour le secteur financier, pour les multinationales, réquisition de services communaux des mains d'entreprises étrangères (concrètement la reprise de la gestion de l'eau de la ville de Pécs à Suez Environnement). La popularité de la droite se nourrit de cette opposition ouverte contre les multinationales et aussi de l'aversion contre la Commission Européenne qui est considérée de plus en plus comme un instrument favorisant les grandes entreprises étrangères. En fait le projet européen est de moins en moins populaire et le gouvernement peut s'appuyer sur ce sentiment de déception.

Puisque actuellement le gouvernement hongrois est fortement critiqué dans la presse occidentale et surtout par le secteur financier qui spéculé contre le Forint hongrois – ce qui a abouti à la dévaluation et à la dégradation en catégorie spéculative – l'équipe gouvernementale doit se défendre. Elle présente son projet comme une lutte contre la soumission du pays, comme la défense de l'intérêt national face à la voracité du capital étranger. Cette opposition déclarée du gouvernement peut être interprétée comme une lutte engagée entre le capital national qui réclame une part plus importante pour lui-même et le capital étranger. Mais il ne faut évidemment pas confondre l'intérêt du capital hongrois avec les intérêts de la majorité de la population hongroise.

Les mesures anti-démocratiques prises par le gouvernement contre la liberté de la presse, contre l'impartialité des juges, contre les syndicats et la législation du travail en général indiquent clairement que le gouvernement est conscient qu'il n'arrivera pas à améliorer les conditions de vie de la majorité de la population et se prépare déjà à étouffer tout mécontentement, toute revendication populaire le moment venu. L'enjeu actuel et futur pour la gauche est de bien clarifier qu'une opposition contre le capital étranger n'est pas suffisante, qu'un défoulement nationaliste ne nous mène nulle part, que le capital national est tout aussi vorace. La Hongrie est un ancien pays socialiste où une partie de la population croyait fermement au projet capitaliste tandis qu'une autre partie s'est laissé entraîner naïvement dans la turbulence qui a balayé notre pays. Ce peuple d'il y a vingt ans n'était pas encore mûr pour se défendre face au déferlement des intérêts des grandes entreprises en recherche avide de profits. Quoique la confusion des idées politiques soit encore profonde, dans la crise d'aujourd'hui certains signes laissent espérer qu'une prise de conscience de la population sera possible, avec l'implication active du plus grand nombre.

Grèce : une crise humanitaire qui ne dit pas encore son nom

Intervention **Olga Athaniti**, responsable internationale du Parti AKOA

Permettez-moi de proposer quelques chiffres pour présenter ce qui se passe en ce moment en Grèce. Nous sommes déjà dans la cinquième année de récession profonde, c'est-à-dire la cinquième année de régulation économique dans le cadre du nouveau mémorandum. Voici les fruits du plan de « sauvetage » de la Grèce : trois millions de personnes (sur onze millions d'habitants) vivent en dessous du seuil de pauvreté. A Athènes, actuellement, on compte 25.000 sans abri. En 2009, le chômage atteignait 9%. En 2012 nous en sommes à 18,5%. Au niveau du travail des femmes, le chômage s'envole à 21,3% et si l'on parle des jeunes femmes (de 20 à 24 ans), on obtient un pourcentage de 45,5% et parmi les femmes de 25 ans à 34 ans, on a atteint un chômage de 25,3%. Dans le même temps, 120.000 petites entreprises et magasins ont fermés depuis les deux dernières années.

Un traitement qui tue le malade

Au niveau économique, cette année, le salaire réel des grecs a diminué de plus de 30%. On nous a dit dès le commencement de la soi-disant crise grecque, que l'économie devait devenir compétitive et que le salaire devait donc être bien en-dessous du niveau habituel. Si cela était avéré, tout le monde comprendrait que l'économie la plus compétitive du monde devrait être l'économie du Bangladesh, parce que là-bas, les travailleurs travaillent pour un bol de riz.

Lors des trois dernières années, le produit national brut en Grèce a diminué de 15 points. C'est-à-dire au niveau que l'on a connu pendant la dernière guerre mondiale. Une prévision « optimiste » indique qu'en 2020, la dette grecque augmentera de 120 % du produit national brut... Ce sera le même pourcentage que celui atteint en 2009. On aura pris des sanctions terribles pendant une dizaine d'années sans aucun effet sur la dette.

La seule chose que l'on peut affirmer en ce moment est que le niveau actuel de la dette publique n'est pas soutenable. Tout le monde a lu dans les journaux et vu à la télévision, durant ces derniers jours que l'Europe unie et la Troïka ont décidé de nous « donner » 99 milliards. Mais voilà, 39 milliards vont soutenir le système bancaire, ce système bancaire a déjà absorbé 130 milliards d'Euros. Parmi les milliards restant, 30 milliards iront immédiatement aux détenteurs d'obligations afin de réaliser ce qu'on appelle le R4 de la dette, la coupure de la dette grecque. Et avec les 20 milliards restant, on va payer toutes les obligations qui expirent au mois de mars. Qu'est-ce qu'il reste pour la Grèce et pour le peuple grec ? Rien, pas un sous, pas un euro, pas un centime !

La même chose est arrivée en juillet dernier. Théoriquement la Grèce a touché 109 milliards de prêt. En définitive, 34 milliards sont revenus en Grèce et le reste a servi à garantir le schéma compliqué pour réduire la dette. Résultat, on ne paie que les intérêts de la dette, on paie toujours les banquiers, on paie toujours les organisations internationales et les bureaux des notaires et des informaticiens/techniciens qui ont fait des plans pour endetter la Grèce toujours davantage. On ne destine rien à des investissements publics. Même pas pour des investissements privés. Mais bien sûr pour faire bonne figure, on doit rembourser le total des 109 milliards d'Euros. Voilà décrit le cercle vicieux de la dette.

Quelques chiffres encore ? En 2008, la dette était de 260 milliards. La Troïka a voulu « donner » 110 milliards pour sauver l'économie grecque. Un an et demi après, on a « redonné » 130 milliards et en ce moment la dette après le plan de sauvetage s'élève à... 345 milliards d'€.

J'en ai fini avec les chiffres. Je vais vous donner à présent quelques images de la réalité de la vie quotidienne vécue aujourd'hui en Grèce.

Une jeunesse sacrifiée.

On sait très bien en Grèce, mais on en parle pas beaucoup, que toute une génération va être sacrifiée. Des jeunes gens de 25 ans, de 30 ans, de 35 ans n'ont pas le projet de fonder une famille et il est hors de question d'avoir des enfants. Parce que la plupart de ces jeunes gens sont chômeurs. Et si l'on travaille, on ne touche pas plus de 500 Euros par mois. Les jeunes gens vivent donc chez leurs parents, même s'ils ont la trentaine voire même la quarantaine. Ainsi les parents paieront le loyer, l'électricité et toutes les obligations du foyer. Ces jeunes gens utilisent leurs 500 Euros comme argent de poche pour boire un café, pour aller à un concert, au cinéma. C'est comme s'ils restaient des étudiants en permanence.

Ils ne pensent plus à trouver un boulot, à entreprendre une carrière, même si ce sont des jeunes gens diplômés, possédant toute une série de qualifications. Et bien sûr, il y en a qui choisissent l'émigration en Europe, en Allemagne, en Belgique, en Australie, n'importe où afin de trouver un moyen de survie. Le système éducatif, le système de santé, le système des transports, tout va être privatisé et bien sûr le secteur public et tout, le système social de Grèce se détériore.

Il y a en Grèce des médecins, des docteurs qualifiés mais les hôpitaux publics ont d'énormes problèmes. C'est le cas de l'hôpital spécialisé dans le traitement anti-cancer à Athènes, un hôpital avec du personnel très qualifié mais malgré cela sous-payé comme tout le monde. Cet hiver pour la première fois la direction de l'hôpital a rencontré le conseil de l'église pour avoir de l'argent... pour chauffer l'hôpital. L'église a accepté de faire ça uniquement pour cet hiver car elle n'aura pas la possibilité de donner de l'argent pour l'hiver prochain.

Pour un accouchement à l'hôpital public, il faut payer - même si l'on a déjà payé pour les allocations familiales et les prestations familiales - plus de 1500 Euros. Les couples ne vont plus avoir d'enfants. Pour la première fois, depuis l'occupation allemande, je dis cela car c'est un moment historique très symbolique en Grèce, des familles grecques, pas des immigrés, vont déposer leur bébé à l'orphelinat parce qu'ils ne peuvent pas le nourrir.

On voit, de plus en plus de jeunes gens, de jeunes parents qui font appel aux villages SOS, un réseau de villages faits pour des enfants, des petits enfants, des bébés issus de parents délinquants ou de mères qui étaient seules. Ce sont de plus en plus des familles ordinaires qui vont implorer pour trouver une place et placer leurs bébés, leurs enfants auprès de ces institutions. Et souvent, il n'y a plus de place.

Répression policière

Une image encore, vous avez tous vu à la télé ou dans les journaux les manifestations qui se multiplient à Athènes mais pas seulement à Athènes, tous les deux ou trois jours, rassemblant des travailleurs, des étudiants, de jeunes enfants, des femmes, des retraités... Judit Morva disait que la police hongroise était aux côtés des manifestants. Malheureusement, en Grèce, c'est tout à fait l'opposé. La police est vraiment brutale pendant ces manifestations. Les gaz lacrymogènes et les gaz chimiques qu'on fait subir aux manifestants sont vraiment dangereux pour leur santé et même leur vie. Il y a deux poids, deux mesures dans la répression policière. D'un côté, on bat les gens, on essaie de faire arrêter les syndicalistes, les étudiants... D'un autre côté, on ne fait rien, pour ceux - une minorité - qui allument des incendies ou qui vont casser des magasins ou des immeubles. Ceux-là ne sont pas inquiétés.

Le cas des migrants

Il faut dire honnêtement que la politique migratoire de la Grèce n'est pas décidée en Grèce. Un accord parmi les membres de l'Union européenne oblige le premier pays par où transit des migrants de les y maintenir. La Grèce doit empêcher un migrant qui souhaiterait partir de Grèce pour aller en Irlande, en Norvège ou en Allemagne. Cela ne peut pas se faire car il peut être arrêté et renvoyé en Grèce parce que c'est là qu'il a débarqué pour la première fois. Il y a donc des dizaines de milliers d'émigrés sans boulot, sans papier, sans toit, sans rien qui se

trouvent au centre d'Athènes, qui n'ont rien à faire, sans avenir, sans espoir et qui ne peuvent pas quitter la Grèce parce qu'ils y sont cantonnés à cause des accords de Dublin 1. Parmi eux bien sûr il y a des émigrants qui sont venus en Grèce dans les années 70, 80, 90. Ces émigrés-là ont déjà trouvé une solution, un boulot, une maison et peut-être, ont-ils fait des économies. Ce sont ces émigrants qui partent maintenant pour regagner leur patrie parce que leur situation est meilleure que celle du grec moyen. Alors ils prennent leurs économies et tout ce qu'ils ont fait en Grèce et ils retournent chez eux. Avec la possibilité d'avoir une maison, d'avoir une vie bien plus avancée, un niveau de vie bien supérieur de ce que l'on a en Grèce, en ce moment. Pas seulement pour les émigrants, mais pour les grecs aussi.

L'autre image de l'immigration, ce sont les grecs qui veulent émigrer dans les autres pays comme on le faisait pendant les années 60. La Grèce en ce moment sous beaucoup d'aspects, présente la même image qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, après la guerre civile pendant les années 60 et 70. Des tas de gens partent, pas seulement des jeunes gens, même des travailleurs plus âgés partent pour l'Australie, l'Amérique, la Belgique pour l'Allemagne dans l'espoir de travailler dans des usines, pour travailler n'importe où afin de nourrir leur famille. La population devient de plus en plus pauvre. La population grecque diminue de jour en jour. Il faudrait poser une question aux cerveaux lumineux de ceux qui pensaient que la restriction et le durcissement des conditions de vie allaient sauver la Grèce. Qui va payer pour les retraites et pour les allocations des gens qui vont rester en Grèce quand tout le monde part à l'étranger ?

L'UNESCO a déclaré, il y a un déjà, qu'Athènes était maintenant une ville en crise humanitaire. On parle bien d'une capitale qui est au sein de l'Union européenne, pas un pays africain, pas un pays du Tiers Monde. Il s'agit bien d'un pays d'Europe occidentale. Un pays d'Occident où, il faut se rappeler qu'après la seconde guerre mondiale, il y a eu la guerre civile et que l'on se retrouve 70 ans après dans une situation identique à l'après-guerre.

Richesse v pauvreté

Parlons à présent de la richesse car la Grèce est un pays riche. Celle de l'église, par exemple... Il n'est pas possible de connaître la richesse exacte de l'église grecque. Depuis le régime Ottoman jusqu'à nos jours, l'église ne fait qu'accumuler de la fortune. On ignore l'immensité de cette fortune mais ce que l'on sait très bien par contre, c'est qu'elle ne paie aucune taxe sur cette fortune. Oh bien sûr, l'église fait de temps en temps la charité avec beaucoup de mise en scène mélodramatique. De quoi éviter ainsi un soulèvement du peuple, même des pratiquants.

En ce moment, à Athènes, mais pas seulement à Athènes, il y a des dizaines de milliers de personnes qui chaque jour font la queue pour un repas en public, pas seulement offert par l'église mais aussi par la municipalité et surtout par des réseaux de solidarité formés par des citoyens. Ce ne sont pas des marginaux ou des personnes connaissant des problèmes d'addictions. Ce sont des gens qui hier encore avaient des magasins petits ou grands. Ils avaient des entreprises. Les gens de la classe moyenne qui n'ont plus rien, qui n'ont pas de boulot ; ils ont été obligés de prendre tout l'argent qu'ils avaient en banque pour se nourrir pendant quelques mois. Maintenant ils n'ont plus d'argent. Ce sont des gens à l'apparence BCBG prendre le repas qu'ils emportent à la maison le mettre dans une casserole pour que l'enfant, lorsqu'il rentre de l'école, ne sache pas que maman n'a pas pu préparer elle-même le repas.

Dans un même temps, de jeunes écoliers s'évanouissent en classe parce qu'ils n'ont pas mangé avant d'aller à l'école. Ce sont les réseaux de solidarité qui organisent des repas publics, des repas scolaires pour soutenir ces enfants à l'école primaire ou à l'école secondaire.

Mais parlons alors de la richesse. Les capitaux qu'un groupe très restreint de Grecs possède dans des banques suisses est immense. La Suisse est un pays ami de la Grèce parce que les capitalistes grecs y ont placé leurs capitaux et les profits qu'ils ont tirés de leurs entreprises. D'autres ont fait des choix plus d'exotiques, vers les îles

Cayman et autres paradis fiscaux très connus parmi ces Grecs nantis. Durant cette année de pénurie en Grèce, on sait très bien dans les milieux économiques et financiers que ce sont des Grecs qui ont acheté la plupart des maisons dans les quartiers chics de Londres.

La Grèce est une puissance navale mais l'Etat n'a jamais perçu un seul Euro des armateurs milliardaires. La Grèce est un pays bien riche, vous dis-je. Mais la Grèce est aussi un pays où le peuple qui a faim. Mais c'est sans doute là un détail.

Mais qui sont les Grecs ?

Les Grecs ont été stigmatisés dès le commencement de la crise, Des citoyens de bonne foi, en Belgique, en France, en Allemagne, en Suède, en Suisse... sont persuadés que les Grecs sont des gens qui ne travaillent pas et que ce sont les travailleurs des autres pays qui vont payer pour les mauvaises habitudes de ces paresseux. Pis, nous aussi avons été stigmatisés par la presse, par la troïka, par notre gouvernement qui nous rendent responsables de cette dette.

Il est utile de savoir que jusqu'à la fin des années 60 - début des années 70, l'économie de la Grèce était basée sur l'agriculture. Elle s'est alors orientée vers une économie moderne non basée sur l'industrie. La Grèce n'a jamais vraiment été industrialisée. Cette rupture s'est faite pendant les années 73, 74. On sortait, à cette époque, d'une dernière période de dictature, comme on en a connu plusieurs depuis la naissance de l'État grec. La transition de l'économie agraire vers une économie moderne s'est malheureusement passée lorsque la première crise du pétrole a surgi, mettant tous les pays industriels à genou.

A cela s'ajoute le problème fort ancien de la fiscalité : le peuple grec, les travailleurs sont toujours extrêmement taxés mais les sociétés, les armateurs, l'église, les riches ne paient jamais au prorata de leurs profits. Autre cause de l'endettement, nos alliés occidentaux nous ont contraint, de payer chaque année, pendant des décennies de grosses sommes pour l'armement. Il fallait se protéger des Turcs. Or, les Grecs et les Turcs sont tous deux membres de l'OTAN. Qu'à cela ne tienne, il fallait acheter des armes les plus modernes et les plus chères pour se protéger de la Turquie. Même quand la crise a été commencé, les Européens nous prêtèrent 130 milliards d'Euros, et malgré cette situation d'endettement, il a quand même fallu acheter docilement un nouvel armement pour avoir la possibilité de bénéficier de cet argent qui, tout compte fait, est allé essentiellement aux banquiers.

D'autres stéréotypes?

« En Grèce, c'est la belle vie, le secteur public est surpeuplé, les salariés touchent 14 salaires par an... » Or, Eurostat constate que le secteur public de la Grèce est en-dessous de la moyenne européenne. Le secteur public de l'Allemagne, de la France, de l'Italie occupe bien plus d'emplois (toute proportion gardée) que le secteur public grec. Quant aux 14 salaires/an, ils étaient si bas que pour pouvoir payer les taxes et les impôts, les travailleurs doivent utiliser leurs congés payés pour payer leurs contributions.

Et puis en Grèce, « c'est la belle vie, on danse le sirtaki et on boit du vin du matin jusqu'au soir. Hélas non, les grecs n'ont jamais été Alexis Zorba, un personnage né de l'imagination d'un bon écrivain mais c'est là s'arrête cette histoire de vin, de sirtaki, de flirt immense et éternel. » Pourtant, les grecs travaillent, ils travaillent même très dur. Si vous allez encore voir Eurostat vous constaterez que les grecs travaillent beaucoup plus que les allemands, que les français, que les italiens, que les espagnols, que les suédois.

« C'est la belle vie en Grèce car bien sûr en Grèce, on a la mer, on a le soleil, on devient optimiste ! » Cela n'empêche qu'en Grèce tout le monde parle de la « dépression nationale » avec l'augmentation des suicides, de la consommation d'antidépresseurs.

Si vous êtes venus ou si vous voulez venir en Grèce pour le tourisme pendant vos vacances, soyez les bienvenus, mais vous verrez que le Grec ne prend pas de longues vacances. Et ces deux dernières années dans un pays au bord de la mer, avec de plages, la plupart des Grecs ne peuvent pas aller à la plage ni cette année, ni l'année dernière. La plupart des gens qui partent en vacances, vont chez des parents, dans un endroit hors d'Athènes, si on en a la possibilité. Ceux qui n'ont pas de village paternel ou maternel comme destination, ne partent plus en vacances. Pas pour une semaine. Il y a des gens qui essaient de trouver un boulot d'été dans le secteur touristique pour gagner quelques sous. La plupart de gens ne vont pas à la plage, même s'ils habitent Athènes. il y a plein de plages proches d'Athènes, mais ils n'ont pas l'argent pour payer le bus. Et aussi parce que la plupart des plages sont privatisées et donc financièrement inaccessibles. Quant aux retraités au lieu de faire du tourisme, ils essaient de trouver un boulot, même si ce n'est pas légal, pour aider leurs enfants et leurs petits enfants.

Grèce, berceau de la démocratie

La Troïka a ôté le droit du peuple grec d'avoir un avis qui compte sur leur avenir mais sur leur présent aussi. C'est pour cela qu'ils ont exigé de former un gouvernement avec comme premier ministre quelqu'un qui était encore quelques années auparavant l'un des vice-présidents de la Goldman Sachs et du Fonds monétaire international. Et de faire pression pour maintenir un homme répondant docilement à leurs injonctions et confisquant de facto des prérogatives du gouvernement légitime. Et en cas d'élections, que des garanties pour qu'en aucun cas d'autres politiques non conformes aux conditions imposées pour obtenir les aides ou qui aillent à l'encontre des intérêts financiers en jeu dans la péninsule hellénique ne soient. Tel est devenu le pays où la démocratie est née.

Il est difficile d'y voir clair dans cette situation politique où le soi-disant socialiste du PASOK ou les partis de droite avec Monsieur Papadimos de la Goldman Sachs et avec l'extrême droite qui est le troisième larron de la compagnie se disent en même temps au gouvernement et dans l'opposition. Tromperie car les quelques députés qui n'ont pas voulu voter pour ce mémorandum ont perdu leur droit d'être député et ont été expulsés de leur parti.

Je vais terminer avec une chose bien réelle qui n'est pas un stéréotype : la solidarité. Chez nous on commence à être solidaire, on commence à créer des réseaux de solidarité, on commence à prendre conscience de l'austérité sociale qui a été imposée quand la crise a commencé. La classe moyenne dont la plupart des Grecs se prévalent disait : maintenant vous les travailleurs du secteur public, vous allez savoir ce que c'est de ne pas être sûr de votre travail et vous allez voir comment c'est de travailler comme nous. On a vite compris que la crise n'était pas une histoire du secteur public, que la crise était pour tout le monde, on a vu leurs petits magasins, leurs petites entreprises déclenchées, on a vu qu'on ne pouvait plus survivre. Alors les indignés sont apparus dans toute la Grèce, les manifestations, les réseaux de solidarité et on n'hésitait plus de demander au voisin un peu de farine, un peu de sucre, un peu de café. Maintenant plus personne n'est culpabilisé : « tu viens chez nous ? Non, je n'ai pas d'argent. Ne t'inquiète pas nous n'en avons pas non plus. » C'est la mode : personne n'a d'argent !

La solidarité en Grèce c'est l'espoir pour nous et pour terminer je voudrais dire que l'important, même si on a tant de différences culturelles, des idées différentes, des histoires différentes, ce qu'il faut comprendre, c'est que la crise n'est pas une histoire de la Grèce ou du Sud : c'est une histoire de toute l'Europe. C'est l'histoire de tout le monde et pardonnez-moi si les images étaient dures, ces images peuvent devenir les images de votre vie quotidienne à vous aussi si on ne fait pas quelque chose ensemble.

La pauvreté est-elle soluble dans les politiques d'austérité ? Le cas de la Wallonie.

Par **Christine Mahy**, présidente du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté.

On a souligné dans ma présentation que j'avais longtemps travaillé dans une maison de la culture. En effet, j'ai quitté cette maison de la culture au bout de quatorze années de travail, lorsque le monde politique local, c'est-à-dire l'élite locale, m'a demandé de procéder moi-même à la déconstruction de ce qu'avec l'équipe j'avais construit. Nous étions parvenus à faire de cette maison de la culture un lieu accueillant et constructif en terme d'offre culturelle. Nous étions arrivés en sorte qu'un très grand nombre d'habitants de la région de toute origine sociale, y compris d'origine étrangère fréquentent cette maison de la culture avec leurs approches différentes, spécifiques. Cela signifie que les moyens matériels et immatériels mis à la disposition de l'institution grâce à l'argent public, c'est-à-dire celui des contribuables, servaient équitablement à tout le monde. Et cela a fonctionné.

J'ai donc quitté cette maison de la culture, dont les activités ne se cantonnaient pas à l'établissement même mais étaient également décentralisées dans les communes voisines, en désaccord avec les élites locales qui se sont sans doute dit qu'après tout cette maison, c'était leur objet, leur lieu ; que c'était eux qui avait voulu la maison de la culture ; qu'ils ne l'avaient pas créée pour être partagée, traversée de cultures différentes, pour que l'on y croise la diversité... Le rapport de force que nous étions parvenus à établir s'est donc inversé et a été perdant. Et cela, malgré une forme de mobilisation des élites culturelles du Ministère de la culture qui sont intervenues un moment mais ont fini par capituler et admettre l'évolution des choses.

Je ne pouvais pas accepter que l'on déconstruise un outil culturel qui avait été créé avec l'argent public. J'ai donc jeté le gant.

Je raconte cela parce que je pense que ça fait très longtemps que le système habitue tout le monde à ce que des moyens matériels et immatériels soient concentrés, certes dans des proportions moindre que les chiffres que l'on vient de citer, entre les mains et au profit des mêmes élites. Et la culture est un bon exemple. Si l'on a 2000 inscrits ou abonnés dans une maison de la culture pour une population totale de 70.000 habitants, on doit se demander comment les moyens de la culture bénéficient aux 68.000 autres ? Cela signifie que l'on est bien dans un rapport de force sur des ressources humaines, des moyens matériels, des espaces temps... Pour moi c'était une désillusion car j'avais l'espoir que le milieu de la culture était le lieu de ce combat là et puis j'ai découvert que c'était un milieu avec des tiraillements marchands, exactement comme le milieu du social l'est aussi aujourd'hui.

Une situation qui s'aggrave

Alors que représente la pauvreté en Wallonie ? En Belgique, 14-15 % des habitants sont au seuil, voire sous le seuil de pauvreté. Cela correspond chez nous à un revenu de 973 € par mois pour une personne seule et à 2044 € par mois pour deux personnes avec deux enfants. On considère que les personnes qui approchent ce revenu sont dans une situation de précarité. Je ne sais pas si avec 975 ou 2045 on est mieux ? C'est un plafond déterminé à un moment donné. En Wallonie, on est un peu plus haut que la moyenne nationale : aux environs de 17-18 %. En ce qui concerne les travailleurs, on est à 4-5 % de travailleurs pauvres en Belgique. Restons dans les chiffres : 19-20 % d'enfants vivent, chez nous, dans des familles à la limite de la pauvreté. Mais si l'on ajoute à ces chiffres-là, tout ce que l'on appelle aujourd'hui la « déprivation matérielle », c'est-à-dire tout ce qui représente, dans la vie d'un ménage qui n'est pas nécessairement au seuil de la pauvreté, les difficultés pour payer ses factures tous les mois, pour pouvoir remplacer rapidement un électroménager qui tombe en panne... des choses habituelles de la vie, du quotidien... là on est dans une situation qui s'aggrave nettement.

Il y a en Wallonie une personne sur cinq qui connaît ce genre de difficultés. La réalité de l'appauvrissement a pris des formes extrêmement différentes. Il y avait la grande pauvreté durable, celle qui n'a pas pu être réglée auparavant, que connaissent des gens qui ont développé des comportements, des habitudes de vie, de la débrouille...

et celle que connaissent des personnes pour qui le moindre incident de la vie, comme devoir remplacer sa paire de lunettes, constitue un lourd problème. Ce qui ne peut être réglé rapidement est reporté au mois suivant et provoque un enchaînement dont il est difficile de se dépêtrer. On voit cela notamment dans les agences immobilières sociales où apparaissent des pics de non paiement des loyers au moment de la rentrée scolaire lorsqu'il faut sacrifier le loyer pour couvrir les frais scolaires. N'oublions pas que dans notre Constitution, normalement la scolarité est obligatoire et gratuite. Or, si elle reste obligatoire, elle n'est plus du tout gratuite. Beaucoup de gens doivent se débrouiller. Ces personnes doivent jongler tout le temps et l'on sent chez elles la peur au ventre en permanence, l'insécurité...

C'est terrible à dire mais les gens qui vivent dans la grande pauvreté ont moins peur que les autres car elles ont tellement l'habitude de jongler avec les difficultés qu'elles sont moins surprises lorsque surgit un nouvel ennui, un nouvel obstacle. Ces personnes ont en fait déjà développé des attitudes, des trucs et des ficelles pour faire face à l'adversité. Je ne dis pas que ça les sort du pétrin mais ça les aide à survivre. Par contre, beaucoup de personnes qui ont un petit revenu ne s'en sortent plus lorsque des augmentations de loyer, de chauffage, d'alimentation... grèvent leur budget déjà étriqué.

On observe, dans les réseaux de lutte contre la pauvreté, que c'est le coût du logement et de l'énergie qui cause le plus de hantise chez les personnes appauvries bien sûr mais aussi dans certaines fractions de la classe moyenne. J'entends souvent des gens exprimer leur angoisse parce que leur fils ou leur fille doit trouver un logement et éventuellement un véhicule si le logement est en milieu rural et qu'il ou elle devra se déplacer pour travailler. Chacun d'entre nous connaît sans doute de tels exemples dans son entourage...

Une mécanique aux effets pervers

En Wallonie, on est en train de fragiliser de plus en plus de gens qui deviennent des « oiseaux pour le chat ». Ils sont toujours plus soumis à accepter toute sorte de contraintes en terme d'emploi, de lieu de travail, de flexibilité ; à accepter n'importe quelle condition de logement ; à recourir à la débrouille en permanence pour s'en sortir... Et l'on crée par rapport à cela de plus en plus de services sociaux – il n'y en a jamais eu autant aujourd'hui, ce qui constitue indéniablement une mine pour l'emploi dans le secteur non marchand, notamment pour des fonctions de contrôle : traque aux fraudeurs, chasse aux boîtes aux lettres, contrôle de salubrité... avec éventuellement le beau prétexte de poursuivre... les mauvais propriétaires.

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Il serait en effet beaucoup plus intéressant de se demander quelle politique du logement pour tous, accessible à tous devrait être menée en Wallonie ?

Aujourd'hui la critique du capitalisme est en pleine mutation. Apparaissent une série de discours à caractère moral sur l'écologie, la consommation, des questions notamment portées par les partisans de la « simplicité volontaire¹ »... Ce n'est pas nécessairement négatif mais au bout du compte on se rend compte que cela exclura encore un peu plus les plus faibles. Car si l'on est fragilisé sur le plan matériel (financièrement) ou bien sur le plan relationnel, culturel, scolaire... il faudra redoubler d'effort pour être ce citoyen modèle qui sait compter parce que l'on a toujours tout juste le nécessaire voire pas assez. Les personnes aisées, elles, peuvent se tromper en comptant. Quant aux banquiers, eux, ils se trompent et s'organisent même pour se tromper.

Mais dans le cas des plus démunis, là, il ne faut jamais se tromper, toujours compter au plus juste, s'autocensurer par rapport à toutes les tentations de consommation. Savoir que l'on a pas à se laisser tenter, que l'on ne peut pas compenser ses moments de déprime. Aller prendre un verre avec des amis, s'acheter un vêtement simplement pour le plaisir, emmener sa famille au cinéma... ça aide dans les moments de blues. Interdit !

¹ Mode de vie consistant à réduire sa consommation et à accorder une priorité à des valeurs familiales, communautaires, écologiques...

Et l'on vous fait comprendre que le plus sage est de chausser ses bottes et d'aller promener en forêt. C'est tellement meilleur pour la santé et ça ne coûte rien. Ce serait le comportement parfait.

Notre société est ainsi faite d'incitations paradoxales, de dispositifs politiques qui clouent les gens au pilori et de jugements moraux posés sur l'attitude de celles et ceux qui sont pris entre les mâchoires de cet étau.

Le sommet a été entendu lors de la campagne Hiver 2012 de la RTBF lorsque certains se demandaient comment des gens peuvent se laisser aller à ce point sans venir demander de l'aide. On ne s'interroge pas sur ce que signifie pour les gens de devoir aller quémander une aide alors que l'on s'est parfois battu toute sa vie, comme le libraire dans l'un des reportages, pour avoir une vie professionnelle. Personne ne se pose la question que ces gens ont d'abord envie de se tirer d'affaire par eux-mêmes et que ce n'est pas parce qu'il existe des services sociaux ad hoc qu'il est pas évident pour eux de s'en rendre dépendant.

C'est un système mécanisé auquel participe cette campagne de la télé qui stigmatise en quelque sorte ces personnes coupables, par exemple, de ne pas être venus spontanément au CPAS pour être « sauvés » grâce aux 210 € pour un an de mazout.

Je ne dis pas que ces mécanismes d'aide ne doivent pas exister mais ma critique porte sur la perversion qu'ils induisent. Et il n'y a pas que ceux qui connaissent et militent dans le milieu de la pauvreté qui la font cette critique. Beaucoup d'intervenants sociaux se posent aussi des questions et se sentent mal dans leur peau dans leur fonction professionnelle. A qui doivent-ils rester fidèles ? J'entends régulièrement des intervenants du CPAS, des présidents ou des présidentes se demander ce qu'ils doivent faire lorsque quelqu'un use de boîtes aux lettres pour tenter de conserver ses droits aux allocations : les dénoncer ou se taire quand on voit qu'ils s'en tirent avec ces bouts de ficelle ? Les travailleurs sociaux qui entrent dans la logique du système, sorte de police sociale, le font souvent malgré eux...

Révolutionner l'approche de la pauvreté

On ne vit pas, évidemment, la même situation que la Hongrie décrite tout à l'heure, mais il y a une forme de révolution à faire pour sortir de ce mécanisme qui consiste à habituer toute une population à l'inéluctable « il n'y a pas moyen de faire autrement », à la déplacer vers l'assistance et puis lui reprocher de se faire assister. Et parallèlement les rendre individuellement responsables de cet état sans que soient mises en œuvre des politiques globales qui empêchent ce mécanisme infernal.

Pour parler plus concrètement de la Wallonie, puisque c'est d'elle qu'il s'agit dans mon exposé, lorsque l'on propose que le Plan Marshall 2.vert² intègre des propositions, telles celles avancées au niveau de l'Union européenne, qui consisteraient à consacrer cette masse d'argent au développement socio-économique de la population et pas seulement à la seule économie classique, on n'est pas entendu et l'on nous rétorque qu'il faudra continuer à s'occuper de celles et ceux qui se situent « à la marge ».

Discours et comportements politiques paradoxaux : à force de dire aux gens qu'ils sont responsables de ce qui leur arrive sans entendre leurs propositions, les solutions collectives nécessaires qu'ils avancent, on crée une situation de déprime généralisée dans la population, déprime renforcée par les discours stigmatisants que la té-

² Le Plan Marshall 2.vert, mis en place par le gouvernement de la Région wallonne, entend mobiliser les Wallons pour le redéploiement de leur espace économique dans une logique de développement durable. Des centaines d'actions sont entreprises selon six axes principaux. Près de 3 milliards d'euros qui, de 2010 à 2014, y seront consacrés.

l'émission, notamment, leur répercute chaque jour « soyez dynamiques et gagnants », « Nous vivons dans une Wallonie qui gagne »...

Evidemment les gens ne demanderaient pas mieux d'être dynamiques et gagnants, mais il faut pour cela créer les conditions structurelles dans la société pour que chacun puisse l'être réellement et développer son véritable potentiel. C'est particulièrement vrai en matière d'emplois. Depuis que je m'occupe du RWLP, je n'ai jamais vu autant de gens qui travaillent. Celles et ceux qui connaissent la pauvreté ou la grande précarité travaillent énormément parce qu'ils doivent se débrouiller tout le temps avec si peu de moyens. Mais c'est tellement important pour eux parce que cela influe sur leur capacité à conserver des relations : aller au cinéma avec des amis, organiser un anniversaire pour les enfants en invitant les petits copains ou laisser aller le gosse chez ses copains sans craindre de ne pas pouvoir réciproquer. Bref, ce travail, même à la marge, sert la cohésion sociale et évite un appauvrissement encore plus insupportable.

Qu'est-ce donc qu'une société qui réduit la vie des gens à gérer uniquement la matérialité de leur quotidien ? C'est-à-dire à traverser la vie en se disant « mon combat ce sera de boucler la fin du mois en conservant un toit au-dessus de la tête, d'avoir du chauffage, de pouvoir me déplacer un peu, d'arriver à payer ce qui touche aux enfants... et puis, basta, parce que tout ça me prend tellement d'énergie et me crée tellement de stress... » Oui ces gens travaillent énormément et l'énergie qu'ils déploient affectivement, émotionnellement et physiquement les empêchent de se projeter dans tout autre chose. Une société qui tolère ça se déshumanise. Elle atomise ces citoyens là et leur fait perdre leur potentiel de créativité alors que d'autres seront protégés pour le faire et reprocheront aux premiers d'être ce qu'ils sont.

Plutôt que de penser le système en terme de vases communicants : « il faut bien qu'il y ait des pauvres pour que d'autres puissent s'enrichir » sans doute compensé, il faut quand même le rappeler, par un système régulateur fort grâce à la sécurité sociale, mieux vaudrait agir par des politiques volontaristes structurelles qui permettraient de désengorger la part superflue du social. A titre d'exemple : à quoi sert-il de voir se multiplier des conseillers en énergie intrusifs pour guider des gens qui vivent dans des logements où ça fuit de partout ou qui sont déjà de petits consommateurs d'énergie ?

Un revenu décent gagné par le travail, réinsérerait réellement les gens dans une société plus égalitaire et l'on réduirait considérablement la part du travail social en faveur d'une portion beaucoup plus infime de la population. C'est le combat que nous menons.

Travailleurs actifs et pauvres, une nouvelle réalité ?

Par **Stéphane Balthazar**, conseiller en économie à la Form'action André Renard.

Disons le tout de suite, l'expression « travailleurs pauvres » dans l'intitulé de l'exposé que je suis invité à vous présenter, me dérange. Je préfère plutôt parler de pauvreté à l'emploi. Mon intervention se basera sur un outil qui en est à sa deuxième édition, développé au sein de la FGTB. En tant qu'économiste, conseiller fiscal à la FGTB, j'ai participé comme d'autres, flamands, wallons, bruxellois, de ce baromètre socio-économique qui a été élaboré à l'ULB par le DULBEA³, qui permet à des syndicalistes qui n'ont pas toujours bonne presse ou sont taxés de poujadisme, d'appréhender certaines questions avec tout le sérieux scientifique et académique.

Nous avons de cette manière pu recréer un baromètre pour 2011 avec des statistiques récentes. Pour celles et ceux que cela intéresse, le fichier complet est disponible sur la page d'accueil de la FGTB car je ne pourrai pas dans le temps qui m'est imparti commenter l'ensemble du document. Celui-ci explique quelques données chiffrées clés sur l'évolution de l'emploi, de la sécurité sociale, des services publics, de la pauvreté... notamment ; toute une série d'indicateurs qui permettent de constituer un baromètre socio-économique en une espèce d'« électroencéphalogramme » de la santé socio-économique des Belges dans leur ensemble, pas seulement des travailleurs.

A propos de l'indice de Gini

Il y est notamment question de l'« indice de Gini ». Pas très compliqué à comprendre, il permet de bien refléter l'état de santé de la population, de ses revenus et de souligner les indicateurs d'inégalités au sein d'une population. En l'occurrence, comme nous sommes dans une rencontre européenne, je vais essayer de me baser sur des données qui permettent un comparatif entre pays, encore que ce soit un dogme européen que de vouloir appliquer des solutions communes à des situations extrêmement diverses. On veut appliquer la même chose à la Grèce qu'à la Hongrie ou à la Suède. C'est probablement la pire des approches qu'impose l'Union européenne aujourd'hui. En tout cas certaines institutions européennes. Cela fausse la comparaison évidemment car les histoires, les contextes sont fort différents et exigent, à défaut d'harmonisation sur les aspects sociaux, fiscaux, salariaux..., d'aborder les situations au cas par cas.

En effet, on parle de salaire minimum, on parle de seuil de pauvreté ; mais forcément le coût de la vie n'est pas le même d'un pays à l'autre, ni d'une région à l'autre. Il faut aborder ces questions avec nuance. Ce préalable me paraît nécessaire car c'est l'erreur faite aujourd'hui et c'est un peu frustrant comme économiste d'être assimilé à ceux qui font des erreurs de prévision, qui présentent sciemment des interprétations statistiques erronées.

Cet « indice de Gini » permet donc, où que l'on se situe, de mesurer, dans le temps, si le degré d'égalité ou d'inégalité s'est creusé ou s'est résorbé en fonction des politiques économiques et sociales mises en place dans les différents pays. Et l'on peut voir que la « ligne rouge » correspond à la moyenne belge, les statistiques OCDE incluant une quinzaine de pays assimilés ou industrialisés comme la Turquie, le Chili ou le Mexique, c'est-à-dire des nations émergentes à forte population.

La Belgique se situe encore à un bon niveau. Elle présente des indicateurs de répartition des revenus honorables. On peut en effet constater que chez nous, les revenus ne sont pas répartis de façon aussi inégalitaires que dans toute une série de pays que l'on a tendance à mettre en comparaison avec le nôtre alors qu'ils sont dans des situations différentes. Ils connaissent des degrés de développement différents sur le plan de la sécurité sociale, des services publics.. Bien sûr, depuis deux ou trois ans, les inégalités se sont creusées en Belgique. Mais pas par rapport au Chili ou au Mexique, par exemple.

³ Département d'économie appliquée de l'Université Libre de Bruxelles

L'important est de savoir si l'on est encore capable d'améliorer les « performances » de nos outils redistributifs que peuvent encore être les services publics, la sécurité sociale en général, le soutien au non marchand, à l'associatif... ? J'accorde beaucoup d'importance à cette complémentarité entre ces différents facteurs qui favorisent ensemble un meilleur équilibre dans la répartition des revenus. C'est pourtant là que la Belgique perd du terrain. Le bon niveau de la Belgique a de plus en plus tendance à se relativiser puisque l'on y voit les inégalités se creuser.

Travailleurs pauvres ?

De façon erronée, on présente la Belgique comme ayant des difficultés à améliorer son taux d'emploi et à résorber son taux de chômage. Or, le marché de l'emploi continue à progresser ; on continue à y créer des postes de travail. Elle semble donc, selon une vision plutôt optimiste, qu'elle ait « moins mal » encaissé la crise conjoncturelle que d'autres pays européens. Il n'en reste pas moins vrai qu'elle a de plus en plus de difficulté à résorber les inégalités parce qu'une série de mécanismes sont frappés par le « dogme de la culpabilisation ». Culpabilisation de devoir recourir à un moment donné à une allocation de chômage, aux services du CPAS, aux services d'urgences des hôpitaux, au secteur associatif qui pallie certaines carences des services publics... Culpabilisation des personnes sans emploi, des aînés qui ne travaillent pas assez vieux... Chacun se doit d'assurer son propre statut, par exemple en finançant individuellement sa pension... Culpabilisation des jeunes qui peinent à trouver du travail ; des femmes qui n'assument pas assez, de front, toutes les responsabilités « historiques » qui pèsent sur leurs épaules ; les travailleurs qui ne se montrent pas assez flexibles... Voilà la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons.

Alors qu'en est-il des « travailleurs pauvres » ?

Il faut bien distinguer deux niveaux : la précarité au travail et la pauvreté au travail ; deux stades différents de la fragilité au travail. Car si, comme je l'ai dit plus haut, si l'on crée des emplois, on n'y apporte pas la qualité qui devrait permettre d'éviter la pauvreté au travail. Chacun s'accorde à reconnaître que l'emploi est réputé être le premier rempart contre la précarité et la pauvreté. C'est de moins en moins vrai. La Belgique est performante dans sa capacité à créer des emplois mais pêche à créer des emplois de qualité et en suffisance. Elle répond à des normes statistiques mais pas à des critères de qualité de vie et de travail.

Il y a donc un effet de flexibilisation des parcours professionnels, de précarisation des modes d'indemnisation en cas d'accidents professionnels, ce qui crée un effet de culpabilisation et de responsabilisation accrue des travailleurs. Il y a aussi des « tendances » nouvelles. Exemple, les travailleurs à temps partiel représente, en Belgique, 24 % des équivalents temps plein occupés dans le pays. C'est un problème que masquent les statistiques. Lorsque vous analysez les comptes d'une entreprise, dans son bilan social, on parle en équivalents temps plein. C'est un habillage statistique. Combien ces chiffres cachent-ils de travailleuses et de travailleurs qui recouvrent une multitude de statuts socioprofessionnels ?

Il y a en plus une espèce d'idolâtrie du modèle allemand auquel on aime se comparer : les performances allemandes, le marché de l'emploi allemand... C'est évidemment très dérangeant parce que l'on ne nous présente que de grandes données statistiques sans rappeler certains paramètres comme la flexibilisation, la détérioration des parcours professionnels... Ce qui entraîne des risques de ruptures socioéconomiques à cause de cette fragmentation professionnelle.

On se rend compte, depuis une dizaine d'années, que le taux de pauvreté est resté, chez nous, relativement faible et stable tant que les critères liés aux contrats de travail restaient eux-mêmes stables, y compris les aspects salariaux. La majorité des gens gèrent leur quotidien grâce aux revenus du travail... pas grâce aux revenus du patrimoine. Cet indicateur de risque de pauvreté par rapport au seuil de pauvreté – qui est un autre indicateur statistique - reste relativement faible en Belgique. Mais, et c'est là l'élément le plus important, on n'est pas capa-

ble par les politiques publiques et les politiques de l'emploi sensées créer des unités de travail, en comparaison à d'autres pays européens, de maintenir une certaine qualité des contrats de travail et donc des statuts. Il est donc difficile s'assurer une certaine fluidité des parcours professionnels et de connecter l'enseignement et la formation aux besoins du travail. C'est un critère important mais malgré les lacunes, le taux de pauvreté des travailleurs et la pauvreté, en général, sont contenus. J'insiste : pas parce que l'emploi et les conditions d'emploi se sont améliorés mais parce qu'il subsiste les amortisseurs sociaux que sont les services publics et la sécurité sociale qui atténuent les difficultés de celles et ceux à qui l'on ne propose ni contrat de travail équivalent temps plein, ni aménagement du temps de travail via un crédit temps dont la rémunération serait suffisante pour vivre décemment.

Une situation qui se dégrade

Les indicateurs montrent que, si le taux de pauvreté, y compris la pauvreté au travail, n'a statistiquement pas explosé jusqu'en 2009, la détérioration des contrats de travail risque de modifier significativement la situation, d'autant plus rapidement que la crise aggrave encore les conditions d'emploi, en d'autre terme, le travail salarié, premier rempart contre la pauvreté.

Il est donc indispensable de lutter contre les fraudes sociale et fiscale caractérisées. Je ne parle pas des petites fraudes « de débrouille » qui permettent de pallier les salaires ou les revenus trop bas pour vivre décemment. Je parle de fraudes sociale et fiscale caractérisées, tel le travail au noir à grande échelle qui constitue un manque à gagner pour la sécurité sociale, pour ces stabilisateurs, ces amortisseurs sociaux qui aident le monde du travail. C'est celui-ci qui produit la richesse dont la répartition permettait jusqu'ici de faire face aux accidents de la vie ou aux risques socio-économiques.

Il n'y a pas d'autre alternative que d'améliorer quantitativement et qualitativement la qualité du marché du travail. Or en Belgique, nos gouvernants font preuve d'une incapacité politique et économique à obtenir des résultats dans ce domaine ; ce, au détriment des travailleurs, des familles, des « intermittents du travail ». Cette expression est encore peu usitée ; on parle davantage de chômage involontaire...

Quelles sont dès lors les raisons et les caractéristiques des travailleurs pauvres ou de la frange de la population active qui est pauvre ?

Il y a trois catégories. Primo, les travailleurs que l'on dit âgés de 48 ans et plus (on est vite âgé de nos jours). Secundo, les jeunes. Il ya une dizaine d'années encore, on parlait des moins de 25 ans, aujourd'hui on parle des moins de 30 ans. Faut-il interpréter ces données comme si l'on n'était mûr et bon à l'emploi que de 30 à 48 ans ? Tertio, les femmes qui, pour des raisons historiques, démographiques et sociologiques, sont les principales concernées par la pauvreté au travail. Pourquoi ? Tout d'abord l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Ensuite, une accumulation d'inégalités salariales dues au sexisme. Enfin, des responsabilités éducatives qui continuent à peser davantage sur les épaules des femmes que sur celles des hommes. A même niveau de responsabilité, même nombre d'heures prestées par semaine (que ce soit avec crédit temps, ou à temps partiel...), il existe des différences de traitement injustifiées et donc inéquitables.

On parle bien d'égalité de traitement, mais l'égalité peut être perverse. L'équité est beaucoup plus fiable car elle consiste à appliquer un traitement identique à des travailleurs qui sont dans une situation identique. L'égalité, quant à elle, ne consiste pas forcément à appliquer à des gens qui vivent des situations différentes, des traitements différents. Elle consiste plutôt à mettre dans des situations identiques des travailleurs qui n'ont pas nécessairement des traitements identiques.

Les femmes, très présentes sur le marché de l'emploi, restent victimes d'inégalité et d'iniquité. On parle toujours de travailleurs pauvres ; on devrait plutôt parler de travailleuses pauvres tant les structures familiales comme la

monoparentalité sont souvent le lot des femmes. Là aussi, les statistiques ne mentent pas. On éradiquera donc pas la pauvreté parmi la population active tant que l'on aura pas corrigé des pratiques inégalitaires qui ne sont pas seulement législatives ; elles sont très clairement sociales, ancrées dans le fonctionnement même de notre société, notamment lorsqu'en voulant conjuguer vie privée et vie professionnelle, la femme choisit (ou pas ?) de travailler à temps partiel. Et qui dit temps partiel, dit... salaire partiel.

Quelles réformes ?

Il y a un renforcement souvent involontaire de ces paramètres concentrés sur deux ou trois catégories de la population active décrites plus haut. La pauvreté au travail ne concerne donc pas tout le monde –même si tout le monde, un jour, peut y être confronté. Elle est due bien plus à un changement des mentalités bien plus que des réformes du droit social. On doit donc réformer les mentalités. Corriger le manque d'efficacité du marché du travail. Il faut également mettre les employeurs en face de leurs responsabilités pour qu'ils remplacent les postes vacants par des demandeurs d'emploi.

L'enseignement devrait être plus en adéquation avec le marché de l'emploi. Pas forcément par rapport aux employeurs classiques, mais aussi pour rencontrer les nouveaux impératifs organisationnels dans la fonction publique, le non marchand ou l'associatif.

Cela suppose évidemment que l'on s'affranchisse de certains dogmes et partir du principe que la sécurité sociale et les services publics ne sont pas des « tares » pour la société mais des moyens de corriger les inefficiences et les inégalités du marché. Ce n'est pas fustiger le marché en tant que tel parce que des capitaux sont nécessaires pour des investissements, pour soutenir des projets structurels ; mais il ne faut pas non plus « diaboliser » des outils de régulation qui avaient jusqu'ici fait leurs preuves.

La sécurité sociale a 65 ans, les services publics sont bien antérieurs même s'ils fonctionnent différemment et ont une couverture plus étendue. Les indicateurs statistiques, y compris ceux produits par les bureaux d'études proches des milieux d'affaires, démontrent que la sécurité sociale ne profite pas qu'aux travailleurs, ni que ce sont les hauts salaires qui paieraient pour l'ensemble de la collectivité. Jusqu'à présent, vous bénéficiez des allocations familiales quel que soit votre revenu. Les autoroutes, qui ne sont pas payantes en Belgique, sont construites et entretenues aux frais de la collectivité et profitent à l'ensemble des usagers quel que soient leurs revenus. Il n'est donc pas juste de diaboliser ces « outils » particulièrement visés les politiques d'austérité, la réduction des dépenses publiques imposées au niveau européen.

Sans doute le service public peut-il parfois être mieux géré, d'autant que l'argent n'y arrive pas de manière abondante. Je suis personnellement partisan d'une bonne utilisation de « l'allocation des ressources », pour utiliser le jargon économique. Toutefois, les indicateurs statistiques fournis par Eurostat et que ne renient pas l'OCDE – ce club de riches réputé très à droite, très libéral, partisan du tout au marché, démontrent que le niveau de prospérité croît dès lors que l'on des transferts sociaux pour réduire les inégalités, que l'on finance des services publics, la mobilité, l'enseignement ou, via la sécurité sociale, la santé ou l'indemnisation financière à titre complémentaire ou à titre de remplacement (chômage, pension, handicap...)

La difficulté est évidemment de convaincre les décideurs d'avoir une approche globale, transversale, alors que dans la pratique, le monde politique et celui des affaires ont une approche cloisonnée. Or, si l'on veut réduire la pauvreté au travail ou la pauvreté tout court il importe que l'on prenne en compte cette nécessité absolue de préserver, au-delà du droit social, ces outils publics ou parapublics de redistribution. Sécurité sociale, services publics, tissu associatif, financés par la collectivité contribuent de façon complémentaire à la lutte contre la pauvreté. Il s'agit comme le dit la FGTB, de « vaincre la crise par la solidarité ».

Pour terminer par une comparaison avec la crise de 1929, pour sortir de la crise qui engendre une pauvreté croissante, il s'agit de mener une politique non pas de contraction des dépenses mais d'expansion qui préserve les dépenses utiles à la collectivité et à la relance économique.

Quelques mots de conclusion

L'objectif visé par l'organisation de cette rencontre était de remettre la question de la pauvreté au cœur du débat politique. Objectif atteint dans la mesure où toutes les interventions et le débat qui suivit ont fait un lien étroit entre la lutte contre la pauvreté et le développement de la démocratie. Aussi bien sur le plan local, qu'à des échelons plus élevés comme les régions, le niveau fédéral ou le niveau européen. La « politisation » des citoyens est un enjeu essentiel dans ce combat. Transformer la plainte en revendication permettra de dépasser le statut stigmatisant d'« assistés » que d'aucuns attribuent aux personnes précarisées.

Les décisions de la Commission, instance non élue et la faiblesse du pouvoir du Parlement permettent l'imposition de mesures draconiennes qui loin de désendetter les Etats contribuent à aggraver leur situation.

Le croisement des analyses entre Hongrie, Grèce et Wallonie ont permis de mettre en évidence, au-delà des différences régionales, des similitudes qui invitent à unifier une riposte européenne contre les mesures d'austérité imposées par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Le regard, certes critique, des intervenants à l'égard de l'Union européenne telle qu'elle se construit n'a jamais induit un rejet du principe même de la construction européenne. C'est la logique néolibérale qui préside à cette construction qui fut mise en cause en tant que responsable de l'aggravation de la pauvreté en dépit des pétitions de principes et des agendas ambitieux non aboutis.

Le constat a été fait avec les interventions des oratrices grecque et hongroise de la désinformation que nous subissons. Les réalités vécues par les peuples de ces pays particulièrement touchés par la crise sont souvent occultées par les médias qui privilégient l'information sensationnelle que leur fournissent quelques lanceurs de cocktails Molotov lors des manifestations de masse qui se multiplient partout en Europe. La solidarité entre les peuples a résonné au travers des débats.

On retiendra aussi que la lutte contre la précarisation des populations est également indissociable de la lutte des travailleurs pour la sauvegarde des services publics et de la sécurité sociale.

Table des matières

Page 2 **Introduction**, par Jean-Pierre Michiels, Président de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte.

Page 4 **Lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Europe, de la parole aux actes**, par Francis Wurtz, ancien président du Groupe GUE/NGL au Parlement européen.

Page 9 **Hongrie : pauvreté et montée de la droite extrême vont de pair**, par Judit Morva, économiste hongroise.

Page 11 **Grèce : une crise humanitaire qui ne dit pas encore son nom**, par Olga Athaniti, responsable internationale du Parti AKOA.

Page 16 **La pauvreté est-elle soluble dans les politiques d'austérité ? Le cas de la Wallonie**, par Christine Mahy, présidente du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté.

Page 20 **Travailleurs actifs et pauvres, une nouvelle réalité ?** par Stéphane Balthazar, conseiller en économie à la Form'action André Renard.

Page 25 **Quelques mots de conclusion.**